



Le LAP est attaqué, réagissons !

Petite histoire du LAP

Le Lycée Autogéré de Paris (LAP) est né en 1982 autour du projet de « changer l'école ». Il a toujours fonctionné de manière autonome et en **autogestion** permettant à tous ses membres de prendre en charge les tâches du quotidien, les prises de décisions et les activités pédagogiques. L'un de ses piliers, **la libre fréquentation** permet à des élèves, précédemment mis en échec dans le système scolaire, de vivre une scolarité épanouissante et émancipatrice. Ce projet a pu exister grâce à une équipe pédagogique impliquée qui défend le **principe de cooptation** pour pouvoir fonctionner. L'intérêt de ce projet d'autogestion reconnu depuis 42 ans par l'Éducation nationale est contesté à l'été 2022 : le rectorat refuse de renouveler la convention qui encadrait le fonctionnement du LAP. L'équipe enseignante propose alors deux projets d'expérimentation que le rectorat refuse ; entre-temps, aucune évaluation ni observation de terrain n'a été réalisée. A l'été 2023, le rectorat a annoncé **la suspension définitive de la cooptation et du projet d'expérimentation** et a mis en place, à la rentrée 2024, une enquête administrative dont les préconisations, connues en partie, en février 2024, sont suivies entièrement par le rectorat. Parmi elles on retrouve la nomination d'une proviseure à la tête du LAP, l'engagement d'une procédure disciplinaire à l'encontre de cinq enseignant-es **-dont 4 sont actuellement suspendu-es-**, **la restriction de la libre fréquentation** pour les élèves. La rédaction d'une nouvelle convention faite entièrement par les services rectoraux a été annoncée.

Nous exigeons que le LAP continue de fonctionner en autogestion et la réintégration de nos collègues suspendu-es.

Fin de la libre circulation, symbole d'une éducation qui trie, surveille...

Une des grandes différences entre le LAP et d'autres lycées, c'est la liberté accordée aux lycéen·nes. Au LAP, les lycéen·nes sont des acteurs du fonctionnement même du lycée. C'est pourquoi l'un des piliers du LAP réside dans la liberté de fréquentation des élèves.

Nous subissons actuellement toutes et tous une période marquée par plus de répression et d'autoritarisme. Les blocus des lycéen·nes sont quasi systématiquement attaqués par la police, il en va de même pour les manifestations. Les gouvernements successifs ne cessent de vouloir museler la jeunesse : polémique sur les crops tops ou les abbayas, le SNU, discours de Macron sur le « réarmement civique », pressions accrues par Parcoursup et le contrôle continu... Alors, le modèle du LAP dérange le ministère et le rectorat, car il va à l'encontre de ces politiques. Un lycée qui ne punit pas les absences et accompagne les lycéen·nes au lieu de les sanctionner et les fliquer, cela est l'opposé du lycée Blanquer-Attal, et plus largement c'est l'opposé d'un système éducatif qui sert à sélectionner, trier et formater.

L'attaque contre le LAP n'est donc pas une attaque isolée. C'est bien un des aspects des attaques contre l'Éducation nationale plus largement. La défense du LAP est tout à fait cohérente avec les luttes actuelles dans l'éducation contre le tri scolaire et social.

Fin de la cooptation ? Nous sommes tous concerné-es !

Le rectorat a décidé unilatéralement que les futur·es enseignant·es du LAP ne devaient plus être choisi·es par les enseignant·es en place eux-mêmes mais par une procédure opaque aux mains des corps d'inspection et donc du rectorat lui-même : c'est la fin de la cooptation.

Cette reprise en main est à l'image de ce qui se joue actuellement dans l'Éducation nationale où le ministère n'a cessé de fragiliser les cadres collectifs et les procédures transparentes. La loi de la transformation de la Fonction publique de 2019, en vidant les CAPA de leurs prérogatives, a déjà porté un mauvais coup au mouvement des personnels dont la mutation ne se fait plus en toute visibilité des organisations syndicales, mais au « barème », dont la vision globale est seulement détenue par les services. La multiplication des postes à profil et la hausse du nombre de non-titulaires accroît également fortement le nombre de collègues qui d'une manière ou d'une autre sont « tenu·es » par la hiérarchie. L'arrivée du Pacte et le paiement de certaines missions « à la tâche », notamment les remplacements de courte durée, finissent de créer des traitements à géométrie variable, source de tensions entre les collègues.

Enfin les discours sur le salaire au mérite ou la "rénovation" du statut visent à accélérer la décomposition du corps enseignant, conscient de sa force collective organisée, pour le dissoudre dans un individualisme déstructurant.

Pour la CGT Éduc'action, la CNT STE et SUD Éducation, il n'en est pas question, au LAP comme dans toute l'éducation.

Non à l'autonomie, oui à l'autogestion !

L'autonomie des établissements scolaires, mise en avant par le gouvernement comme une liberté pédagogique des équipes au bénéfice des élèves, est en réalité le développement d'une gestion managériale du ou de la seul·e chef·fe d'établissement.

Comme pour les hôpitaux et les universités depuis les années 2000, on « responsabilise » les personnels de direction et on autonomise désormais les lycées pour leur laisser gérer la misère des dotations budgétaires. L'injonction est partout la même : faites mieux avec moins ! Hormis la logique économique, la proposition d'autonomie repose sur une vision réactionnaire d'une École basée sur la contrainte et dans laquelle les élèves en uniforme réussiraient mieux. Pour cela, il faut restreindre la liberté pédagogique et mettre au pas les enseignant·es pour qu'ils diffusent servilement des contenus et des pratiques pédagogiques uniformes sous la pression de personnels de direction rémunérés au résultat.

C'est cette logique implacable que l'académie veut mettre en place au Lycée Autogéré de Paris. Pour les personnels et les élèves, c'est la fin de la démocratie en pratique qui repose sur la participation de toutes et tous aux actions et décisions qui concernent la vie de l'établissement.

C'est la reprise en main d'une équipe pédagogique qui pendant plus de quatre décennies a interpellé l'institution de manière concrète sur la place d'une école émancipatrice dans la société. Ces derniers temps, avec les réformes des lycées, notamment le BAC Blanquer, l'interpellation est devenue plus conflictuelle. Insupportable pour ceux qui nous gouvernent !

**Mobilisons-nous pour sauver le LAP,
rassemblement le vendredi 26 avril 2024
à 14h30 Place Blainville (M° Solférino)**